

Motion de solidarité Palestine adoptée par le congrès de la LCR

lundi 28 janvier 2008, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 27 janvier 2008).

Le congrès de la LCR se réunit au moment où le blocus de la bande de Gaza est désormais total.

Nous saluons le courage des militants et de la population gazaouie qui ont réussi à le forcer.

Mais cette bouffée d'air n'est que temporaire.

En privant la population d'eau, d'électricité, de soins médicaux et de nourriture, le gouvernement Olmert fait payer aux Palestiniens leur vote de Janvier 2006.

Ces élections ont pourtant été reconnues internationalement comme démocratiques. Dans le même temps, le gouvernement israélien a continué sa politique de vol de terres, de colonisation, d'assassinats quotidiens et d'emprisonnement des Palestiniens, sans réaction ni sanction de la part de la « communauté internationale ».

La conférence d'Annapolis et celle des donateurs à Paris, loin d'aller vers la reconnaissance des droits du peuple palestinien, consolident la domination impérialiste et sioniste sur la région via le gouvernement illégitime de Mahmoud Abbas et Salam Fayyad qui reçoit ses ordres et son armement de Washington et de Tel Aviv.

La LCR exige du gouvernement français et de l'Union européenne qu'ils cessent toute collaboration avec l'Etat d'Israël.

En cette année 2008, 60^e anniversaire de la Nakba (l'expulsion des Palestiniens et la destruction de villages), la LCR appelle tous ceux qui luttent pour le droit des peuples à disposer d'eux mêmes, à participer aux prochaines mobilisations, notamment celle du 29 mars, journée mondiale de la Terre, en soutien à la résistance du peuple palestinien.

Nous exigeons :

- Le droit au retour de tous les réfugiés
- La libération de tous les prisonniers
- Une Palestine libre et démocratique